
Peut-on encore se présenter comme un économiste rural ?

Is it possible to be identify as an agricultural economist today?

Michel Petit



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2092>

DOI : 10.4000/economierurale.2092

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 10 septembre 2007

Pagination : 22-25

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Michel Petit, « Peut-on encore se présenter comme un économiste rural ? », *Économie rurale* [En ligne], 300 | Juillet-août 2007, mis en ligne le 12 novembre 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2092> ; DOI : 10.4000/economierurale.2092

Peut-on encore se présenter comme un économiste rural ?

Michel PETIT

Ancien directeur de l'Agriculture et du Développement rural
à la Banque mondiale

L'économie rurale s'est affirmée en tant que discipline scientifique distincte des autres disciplines des Sciences sociales par sa spécificité et son autonomie du fait des objets complexes qu'elle étudie. C'est dans cette perspective qu'*Économie rurale* apporte depuis maintenant soixante ans les matériaux de qualité nécessaires à la compréhension de la société rurale et de son évolution. Telle était la mission voulue par les fondateurs de la Société française d'économie rurale. Aujourd'hui la spécialisation des disciplines académiques remet en cause la nature de l'économie rurale en tant que discipline reconnue. En même temps de nouveaux, nombreux et graves problèmes économiques, sociaux et environnementaux se posent. Ils sont ceux de l'agriculture, de l'alimentation et du territoire. Face à ces problèmes évoqués, la tradition dont sont porteurs les économistes ruraux et exprimée dans la revue *Économie rurale* peut contribuer à relever ces défis. Michel Petit propose quelques pistes de réflexion pour aller dans ce sens.

Ayant commencé ma carrière professionnelle il y a plus de cinquante ans – je suis en effet entré à l'Inra en octobre 1957 – je me suis toujours considéré comme un économiste rural. L'expression désignait, désigne peut-être encore, l'appartenance à la fois à une discipline et à une profession et elle était sanctionnée par le titre même de notre revue, *Économie rurale*, apparue après avoir abandonné le vieux nom de « *Bulletin de la Société française d'économie rurale* » en 1953.

Au début, la distinction entre discipline et profession ne paraissait pas nécessaire. Pour les créateurs de la Société française d'économie rurale (Sfer) en 1948¹, la question ne se posait même pas. Plusieurs disciplines sont d'emblée mobilisées par son objet : « *Promouvoir des études d'économie rurale de caractère scientifique portant sur des problèmes économiques et sociologiques de la France et de l'Union française...* »² et

par l'ambition « *d'apporter des matériaux de qualité contrôlée à ceux qui ont pour tâche de bâtir la politique économique, sociale constructive de l'agriculture dans une société en évolution.* » (Augé-Laribé, président de la Sfer, cité par Isabel Boussard et Jean-Christophe Kroll)³. Quant à l'idée d'une profession spécifique, elle nous vient surtout des États-Unis où la discipline a conquis son autonomie dans les universités agronomiques, les fameuses « *Land Grant Universities* », juste après la Première Guerre mondiale, ce qui a conduit, là aussi, à la naissance d'une Association professionnelle, l'*American Association of Agricultural Economists* (IAAE) et d'une revue spécialisée (l'*American Journal of Agricultural Economics*, aujourd'hui). Le fait que des développements analogues – création d'associations professionnelles et de revues – aient aussi eu lieu dans les autres

1. Association loi 1901. Cf. *Journal officiel* 5 janvier 1949.

2. Article 1 des statuts de l'association.

3. Boussard I., Kroll J.-C. (2000). Introduction : Le cinquantenaire de la SFER. *Économie rurale* 255-256, janvier-avril, p. 6-12, (numéro spécial du cinquantenaire de la Sfer).

pays européens, à des dates variables selon les pays mais principalement après la Seconde Guerre mondiale, a renforcé l'idée de l'existence d'une discipline spécialisée et d'une profession correspondante. Notons qu'il a fallu attendre les années 1970 pour que soient créées l'Association européenne (*European Association of Agricultural Economists*, EAAE) d'économie agricole et la revue du même nom. Pour ceux qui comme moi ont participé à ces créations au niveau européen, il s'agissait bien d'organiser à ce niveau une profession dont l'identité et la légitimité ne faisaient aucun doute. Qu'en est-il aujourd'hui ?

« *Peut-on encore parler d'économie rurale ?* » est le titre très révélateur donné par Philippe Lacombe et Egizio Valceschini, à leur conclusion du numéro spécial, déjà cité, célébrant le cinquantenaire de notre revue. Dans leur texte, ils montrent bien la difficulté de considérer aujourd'hui l'économie rurale comme une discipline scientifique distincte ayant sa spécificité et son autonomie. Mais ils suggèrent que celle-ci peut cependant se caractériser par les objets complexes qu'elle étudie, rejoignant là l'effort des premiers secrétaires de la Sfer, Jean Chombart de Lauwe et Denis Bergmann, qui avaient cherché à inventorier les thèmes abordés, ou devant l'être, par les économistes ruraux.

Ce que je propose maintenant c'est de réfléchir à la modernité de la tradition dont nous sommes porteurs ou, dit autrement, d'exposer des pistes pour assurer que nous assumons toujours la responsabilité sociale revendiquée par Augé-Laribé, le président fondateur de l'association, en apportant des matériaux permettant de solutionner les problèmes actuels de l'agriculture dans une société en voie de mondialisation.

Cette expression de société en voie de mondialisation elle-même suscite immédiatement des interrogations. Nous, économistes ruraux, sommes bien placés pour savoir qu'il faut se méfier de généralisations aussi simplificatrices : le mouvement

de mondialisation, certes très puissant, est multidimensionnel et prend des formes très diverses dans le temps et dans l'espace. En outre, il n'y a pas une société mondiale. Au contraire, dans tous les pays, la société est fragmentée, son évolution notamment du fait de la mondialisation, entraîne des phénomènes graves d'exclusion sociale, surtout dans les zones rurales et en particulier dans les pays les plus pauvres, ce qui rend encore plus difficile la lutte contre la pauvreté et la marginalisation. Mais précisément, ce sont ces caractéristiques d'objets extraordinairement complexes qui sont essentielles. Proposer des actions susceptibles de résoudre les problèmes graves liés à cette complexité suppose de bien poser ces problèmes, d'en comprendre les causes et la genèse et d'imaginer des solutions. L'effort d'analyse et d'imagination nécessaire pose des défis intellectuels qu'aucune discipline académique ne peut relever seule. Et c'est là que la tradition dont nous sommes porteurs a un rôle crucial à jouer. Il faut cependant rester modeste face à l'ampleur des problèmes à traiter et, pour cela, un effort de clarification et de d'identification des problèmes concrets à résoudre est nécessaire. Bien sûr, un tel effort sort largement du cadre de ce bref essai. Quelques pistes peuvent cependant être évoquées.

L'accès aux biens alimentaires

Depuis des décennies on s'interroge pour savoir s'il sera possible de nourrir le monde dans les prochaines décennies. Aujourd'hui, les exercices de prospective alimentaire se multiplient pour analyser sous quelles conditions il sera possible de nourrir les quelques 9 milliards de personnes attendues en 2050. Ce qui paraît clair dès maintenant, c'est que la question principale à se poser ne porte pas principalement sur la quantité totale de nourriture à produire mais sur la capacité des quelques milliards les plus pauvres à se nourrir, soit directement à partir de leur propre production agricole, soit en ayant

les capacités d'acheter leur nourriture. Et cette problématique renvoie à de multiples questions sur les systèmes de productions agricoles, sur l'accès aux ressources productives, notamment la terre et l'eau, sur les modes de commercialisation et de distribution, sur les régimes alimentaires, sur les conditions des échanges internationaux et bien d'autres. Or il s'agit de questions qui nous sont familières. Même si nous sommes loin d'avoir toutes les réponses, car les défis intellectuels autour de chacune sont considérables, il ne serait pas sage à l'inverse d'ignorer ce que nous connaissons et de ne pas prendre en compte ce que nous savons que nous ne connaissons pas.

Le réchauffement climatique

Le réchauffement climatique sera, on le sait maintenant, à l'origine de nouvelles épreuves considérables car il faudra bien s'y adapter. Les agricultures du monde seront directement concernées et certaines seront profondément affectées. Là encore, nous sommes familiers de nombreux aspects des questions soulevées même si les défis à relever sont nouveaux à bien des égards. Plus généralement, les problèmes d'environnement imposeront des changements parfois profonds dans la gestion des ressources naturelles telles que les sols, l'eau et la biodiversité. Là encore, les solutions à inventer sont souvent nouvelles mais, pour cela, il faudra s'appuyer sur les connaissances et les démarches que nous avons contribué à élaborer.

L'environnement et le cadre de vie

Dans les pays riches, des préoccupations sociétales nouvelles, relatives à la sécurité des aliments, à l'environnement, aux paysages et même au bien-être animal ont pris une importance grandissante depuis une ou deux décennies. Il en est résulté une multiplication des parties prenantes dans les débats publics relatifs à l'agriculture, à

l'espace rural, au secteur agroalimentaire et aux domaines qui leur sont directement liés. L'évolution des thèmes traités dans *Économie rurale* reflète déjà cette évolution et montre que nous avons collectivement contribué à ces débats. Il faut bien sûr continuer.

La contribution des économistes ruraux

Cette revue très rapide des nombreux problèmes importants pour lesquels nous pouvons apporter une contribution ne suffit pas à justifier notre survie professionnelle. Encore faut-il bien prendre conscience des enjeux intellectuels liés à ces problèmes et des conditions à remplir pour apporter les contributions les plus utiles, autrement dit les « matériaux de qualité contrôlée », proposés par M. Augé-Laribé. Il est possible à cet égard d'identifier deux composantes majeures, communes aux solutions à apporter aux divers problèmes évoqués ci-dessus : il faudra des changements techniques et institutionnels et des changements dans la gestion sociale des risques.

• *La première composante nous est très familière*, la seconde beaucoup moins même si les deux composantes sont souvent liées, notamment parce que tout changement technique implique des risques nouveaux pour les agriculteurs mais aussi souvent pour les autres acteurs économiques des filières agroalimentaires, pour les consommateurs et pour l'environnement, comme l'illustrent par exemple les controverses sur les OGM ou l'utilisation des pesticides. Or une grande leçon des dernières décennies est que pour éclairer l'action dans ces domaines, impliquant des objets souvent très complexes, des approches holistiques, recourant souvent aux démarches systémiques, sont nécessaires. Pour cela, il faut conduire des analyses pluridisciplinaires dans lesquelles plusieurs disciplines non seulement doivent être mobilisées mais encore doivent collaborer. On sait que cela n'est pas facile.

Pour notre communauté, cette exigence implique à la fois des opportunités et des contraintes : des opportunités car depuis l'origine nous sommes habitués au travail pluridisciplinaire, et parfois aux collaborations entre disciplines.

- *La seconde composante* tient à la dynamique propre des disciplines académiques. Celles-ci tendent de plus en plus à s'isoler les unes des autres. Le contrôle de qualité repose sur des procédures donnant une place prééminente au jugement par les pairs, les promotions étant de plus en plus tributaires des publications dans des revues à comité de lecture. Il en résulte, pour les économistes en particulier, une préférence pour les objets de recherche bien définis et situés clairement dans un cadre théorique établi, facilitant ainsi la formulation d'hypothèses réfutables. La préférence va aussi aux sujets pour lesquels des données quantitatives sont disponibles ou au moins susceptibles d'être collectées. Ces préférences collectives ne sont favorables ni aux recherches sur des objets complexes ni aux démarches pluridisciplinaires, encore moins interdisciplinaires ou transdisciplinaires.

Un résultat malheureux de cette évolution est que les économistes tendent à privilégier d'autres supports de publication plus académiques qu'*Économie rurale*. Par contraste, la revue américaine *American Journal of Agricultural Economics* (AJAE) est devenue tellement académique que nos collègues américains ont créé une autre revue, *Choices*, pour traiter des sujets d'importance sociétale, exclus de l'AJAE au nom de l'excellence académique et, quelques années plus tard, les Européens ont, de la même façon, créé *Eurochoices*, en s'inspirant directement et explicitement de la démarche américaine.

*

* *

La revue *Économie rurale* est donc, on le voit, dans une situation particulière. Cela reflète-t-il une spécificité française ? Il est vrai que notre profession a longtemps eu des caractères spécifiques dans notre pays, caractéristiques qui ont souvent intrigué nos collègues étrangers⁴. Plusieurs d'entre eux ont directement abordé la question dans le numéro spécial du cinquantenaire déjà cité. Finalement, s'il y avait une spécificité, elle porterait selon ces auteurs sur la diversité des références théoriques, y compris pluridisciplinaires, et sur une place notable donnée aux approches qualitatives. Il semble donc bien que la tradition évoquée ci-dessus soit bien ancrée dans notre histoire. Mon vœu est que les responsables actuels et futurs de notre revue puissent maintenir cette tradition malgré les pressions académiques contraires. Mon expérience à la *Fondation Ford* en Inde et à la Banque mondiale, deux organisations bien différentes l'une de l'autre mais toutes deux tournées vers l'action et faisant une large place aux travaux des chercheurs pour éclairer leurs actions, m'a en effet convaincu de la pertinence de cette tradition. ■

4. Il y a plus de vingt-cinq ans, nos collègues britanniques m'avaient invité à répondre à la question : "Is there a French school of agricultural economics?", d'où un article avec ce titre publié dans le *Journal of Agricultural Economics*, 33, 3 (sept. 1982), p. 325-337, traduction italienne in *La Questione Agraria*, 8, 1982, p. 111-131.